



23 avril 2021  
Communiqué de presse

## **Fiscalité : Le MEDEF et le gouvernement français main dans la main dans les négociations pour tenter de saboter un texte contre l'évasion fiscale**

*Alors qu'un texte ambitieux en faveur de la transparence fiscale des multinationales est en cours de négociation au niveau européen, des révélations du journal Contexte démontrent que le document de positionnement de la France a été coécrit par ... le MEDEF !*

Des négociations importantes se tiennent aujourd'hui entre le Conseil, la Commission et le Parlement européen sur le reporting pays par pays public, une mesure de transparence essentielle pour savoir si les entreprises paient leur juste part d'impôts. Introduite en réponse aux derniers scandales d'évasion fiscale, cette proposition est primordiale pour faire la lumière sur les pratiques d'évasion fiscale des entreprises multinationales. Une avancée majeure réclamée depuis des années par de nombreux élu.es, associations et ONG qui luttent contre le fléau de l'évasion fiscale.

Alors que la France s'était faite publiquement la championne de cette mesure, le journal Contexte révèle aujourd'hui que le gouvernement français essaie de vider la mesure de sa substance. Pire encore, le document de positionnement de la France aurait été directement coécrit par le MEDEF, démontrant le poids de ce lobby patronal dans la position française.

En réaction à ces révélations, Manon Aubry, négociatrice du dossier et co-présidente du groupe de la Gauche au Parlement européen, dénonce cette connivence:

*“Ces révélations sont scandaleuses et démontrent qu’Emmanuel Macron préfère servir les intérêts du CAC 40 plutôt que celui des citoyens. Qui se trouve en face de nous à table des négociations aujourd’hui : les Etats ou le MEDEF ? Il est temps de séparer l’Etat français des lobbys !”*

*“Alors que l’Union européenne perd chaque année plus de 800 milliards d’euros à cause de l’évasion fiscale et que les Etats ont terriblement besoin de recettes fiscales pour faire face à la crise, la France fait le choix de l’austérité et de la casse des services publics plutôt que se donner les moyens de lutter efficacement contre l’évasion fiscale. Leur projet est clair: faire payer la crise aux plus pauvres plutôt qu’à ceux qui ont profité de la crise !”*

## **La délégation France Insoumise au Parlement européen**

**Contact Presse : délégation France insoumise  
Cassandra Serier - +33 6 48 75 49 32**

**Contact Presse : La France insoumise  
Zoé Abrahams - +33 7 77 37 51 46**